

Le contexte historique de la mort du Cardinal Emile Biayenda

par Albert S. Mianzoukouta*

Lorsque, le 22 mars 1977 au matin, la radio nationale congolaise, la Voix de la Révolution Congolaise, annonce la mort du Cardinal Emile Biayenda, cette nouvelle tombe dans un pays qui est en pleine tension. Quatre jours plus tôt, la Nation abasourdie a appris que son président de la République, le Commandant Marien Ngouabi, a été assassiné dans des conditions qui continuent de nourrir les conversations – à voix basse – dans toutes les familles. Ces quatre jours, du 18 au 22 mars 1977, créent un climat lourd dans tout le pays, dans l'affliction ou dans la crainte que l'on bascule dans la guerre civile. Jusque-là le Congo, qui s'appelle République populaire du Congo depuis le 31 juillet 1969 et la création du Parti-Etat, le Parti Congolais du Travail (PCT), est un pays dirigé suivant le modèle des régimes communistes de l'Europe de l'Est, et surtout de l'Union Soviétique.

L'exécutif du parti qui dirige l'Etat est constitué du Comité central, organe suprême d'une quarantaine de membres choisis au congrès du PCT qui se tient tous les cinq ans. Les 9 premiers membres du Comité central forment le Bureau politique. Le président du Comité central est de droit le président de la République donc, pour la période qui nous intéresse, le Commandant Marien Ngouabi. Ces dispositions sont inscrites dans la Constitution de décembre 1974.

Au plan économique, deux mots : depuis 1970, la République populaire du Congo se confirme comme un potentiel pays pétrolier. Présent dans le pays depuis 1959, le groupe pétrolier français Elf-Aquitaine voit ses efforts d'exploration confirmés en Offshore à Pointe-Noire. Aux côtés du groupe italien Agip (ENI aujourd'hui), le groupe pétrolier français fait tomber ses premiers versements financiers importants produits par la vente du pétrole dans l'escarcelle du Congo. Le pays commence à rêver d'infrastructures géantes et améliorées. Dans le même contexte, le manganèse exploité dans la Vallée du Niari, à Makabana, ainsi que le phosphate de Makola, apportent des espoirs de respiration certaine à l'économie congolaise. Sans oublier que, dans le même temps, les deux bassins forestiers du Mayombe (dans la Vallée du Niari en

prolongement vers Pointe-Noire) et de la partie nord du pays, continuent de fournir du bois précieux à l'exportation. Les grumes sont acheminées vers le port en eau profonde de Pointe-Noire, vers l'Europe.

Mais ces indices d'un frémissement économique qui nourrit de l'espoir et aiguise des appétits surviennent dans une époque de tensions internationales certaines. Nous sommes toujours dans la guerre froide. Et, si dans les années 1970, une certaine détente se fait jour dans les relations entre les deux puissances mondiales que sont les Etats-Unis et l'Union Soviétique, celle-ci ne met pas longtemps à voler en éclats, surtout autour des pays satellites ou affiliés. Depuis 1962, le Congo a fait le choix de la Chine et du socialisme, puis de l'Union Soviétique et du communisme. Ces alignements idéologiques vont de pair avec un engagement sans frein sur le plan international : le Congo est membre du Mouvement des Non-alignés, soutient les guerres de libération nationale ou la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Or sur ces questions les Etats-Unis et bon nombre de nations occidentales animent des mouvements contraires.

C'est ainsi que le Congo se trouvera projeté au cœur de la guerre d'indépendance de l'Angola, pays voisin dont il abrite les infrastructures guerrières ou de propagandes des mouvements de libération. Surtout du mouvement marxiste du MPL d'Agostino Neto, alors que son rival du FNLA et surtout de l'Unita. de Jonas Savimbi, sont accueillis à bras ouverts au Congo-Kinshasa, notoirement allié des Etats-Unis. Les armements du MPLA pour la guerre transitent par l'aéroport de Pointe-Noire (d'ailleurs dénommé Agostino Neto aujourd'hui), signe d'un soutien revendiqué aux aspirations de libération du mouvement angolais, qui ira se renforçant au point que, sur le principe des ennemis de nos amis sont nos ennemis, un autre mouvement rebelle angolais, la FLEC (Front de libération de l'Enclave du Cabinda) attaquera le réalignment amorcé du Chemin de fer congolais en 1973, touchant à une véritable colonne vertébrale des exportations et bloquant le rêve de modernité économique du Congo. Le pays replonge dans les difficultés économiques.

Des tensions en naissent, même au sein du PCT, ouvertement traversé désormais par des courants entre révolutionnaires et réformateurs. Ces dissensions éclatent au grand jour au Congrès de décembre 1974 conduisant le président Marien Ngouabi à réunir le Comité central en session extraordinaire dans la première semaine de 1975. Le parti décide la convocation urgente d'un congrès extraordinaire, alors que le Bureau politique est dissous, et qu'un nouveau gouvernement est mis en place, le militaire Louis-Sylvain Goma remplaçant le civil Henri Lopès. Une purge s'ensuit. Sur les accusations de « dérive droitière », le colonel Joachim Yhombi-Opango et l'idéologue Martin M'béri sont exclus du Comité Central alors qu'un Etat-Major Spécial

Révolutionnaire remplace le Bureau politique en attendant la tenue du Congrès. Il est dirigé par le commandant Marien Ngouabi, et compte Jean-Pierre Thystère Tchicaya (un civil), Louis Sylvain Goma (un militaire), Denis Sassou N'guesso (un militaire) et Jean-Pierre Gombe (un civil) comme principaux membres.

C'est un climat très tendu que connaît le Congo : très tendu au sein de l'exécutif du parti unique dirigeant ; très tendu aussi à l'international (l'Angola où la guerre s'est accentuée ainsi que le rôle du Congo, conquiert son indépendance en novembre 1975, mais l'Afrique du Sud ouvre un nouveau front à ses flancs namubiens et intensifie elle aussi son soutien à l'UNITA).

Nous sommes donc en face d'une situation complexe, tendue, où les enjeux du contexte géopolitique international ont des retombées énormes dans le contexte intérieur. L'économie est en berne. Le malaise social se traduit par des grognes chez les salariés. Pour la première fois depuis l'avènement du Parti congolais du Travail, les syndicats multiplient les grèves ouvertes ou larvées, des syndicats qui sont pourtant sur la ligne du Parti, et qui sont chapeautés par une confédération unique, bras ouvrier d'un parti communiste qui n'a jamais dit son nom mais en a assumé toutes les prérogatives, les méthodes et l'idéologie. Ainsi que ses relations privilégiées avec les pays d'Europe de l'Est et de Cuba. Faire grève dans ces conditions est un acte de bravoure que peu peuvent se mettre dans un pays où même les travailleurs ont leur « milice ». Entendez une organisation paramilitaire prompte à descendre dans la rue pour « défendre la révolution » ou à continuer de mener sa mission ordinaire « d'encadrement » ; c'est-à-dire de surveillance ou de remise aux pas des salariés sur leurs lieux de travail.

Et l'Eglise ?

Le Congo est un pays profondément chrétien, qui doit son évangélisation aux missionnaires catholiques, surtout de la Congrégation française des Pères du Saint-Esprit. Ils arrivent dans le pays dans la deuxième moitié du 19^e siècle, par la côte ; établissent à Loango leur première mission. Puis s'enfoncent à l'intérieur des terres et fondent en 1883 la paroisse saint Joseph de Linzolo près de Brazzaville, la capitale que vient d'installer l'explorateur Pierre Savorgnan de Brazza en 1881. Opérant un véritable maillage du pays et de la sous-région, tout entière sous l'autorité de la France, et déclarée Afrique équatoriale française

(AEF), ils fondent en même temps que les paroisses des écoles, des centres de formation en tous genres.

D'abord réticents à recruter de véritables agents pastoraux indigènes, les missionnaires spiritains engagent un travail d'éducation qui aboutit à l'émergence des premiers catéchistes. Le travail conduit aussi à l'émergence de la première élite masculine alphabétisée de la région et du pays, alors que les Ecoles ménagères et les « *Mudjiri* » forment et préparent les jeunes filles et les fiancées à leurs obligations d'épouses et de mères, certaines devenant aussi des auxiliaires de santé et de l'enseignement. Finalement, la réticence première tombe, et les premiers séminaristes sont recrutés dans les paroisses, avant leur envoi dans les trois principaux séminaires que comptera alors le pays : à Loango, près de Pointe-Noire ; à Mbamou, près de Brazzaville et à Makoua, près de Fort Rousset (aujourd'hui Owando), dans la partie du centre-nord.

Le premier prêtre congolais, l'Abbé Charles Mahonde, est un ancien esclave ramené d'Angola par les Spiritains et ordonné en 1905, alors que le premier missionnaire spiritain congolais, le Père Didace Malanda, est ordonné en octobre 1958 (il vient de décéder à Paris, le 6 mars 2017, à l'âge de 89 ans). L'Histoire du Congo et de l'Eglise catholique reste entremêlée, en raison précisément de ce parcours : l'Eglise est la première formatrice des cadres du pays ; la première pourvoyeuse des emplois salariés hors contexte étatique et administratif colonial aussi. Ce n'est donc pas un hasard si dans trois des quatre pays de l'Afrique Equatoriale française : Gabon, Centrafrique, République du Congo (et même au Congo belge voisin !), les premiers présidents de la République sont des hommes passés par les séminaires. Au Congo, le premier président de la République est même, tout simplement, un prêtre non-défroqué : l'Abbé Fulbert Youlou, du clergé diocésain de Brazzaville.

Au moment des indépendances, une assez longue liste de jeunes prêtres, des diocésains pour l'essentiel, commencent à s'affirmer. Ils prendront peu à peu la place des missionnaires spiritains, français le plus souvent, pour diriger les paroisses et même les diocèses. Par exemple, le cinquantenaire du vicariat de Brazzaville, en mai 1938, coïncide avec l'ordination des deux premiers prêtres du vicariat, les abbés Eugène Kakou et Auguste Roch Nkounkou, ainsi qu'avec la profession des deux premières religieuses congolaises de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny : Sœur Madeleine et Sœur Thérèse.

Mais cette présence multiforme au sein d'une société que l'Eglise entend guider pour la sauver des errements de ces premières années de l'indépendance, conduisent aussi aux premiers « chocs » entre le pouvoir laïque désormais, en principe débarrassé du colonisateur et l'Eglise, désireuse de proclamer la Parole du Salut *urbi et orbi*. La volonté d'affirmer une indépendance souveraine, y compris dans le choix d'une idéologie qui voit en Dieu un ennemi, alors que la religion est officiellement taxée « *d'opium du peuple* », suivant le slogan de Karl Marx, le père du marxisme, finit par aboutir aux premiers *clashes*.

Protestant, le deuxième président de la République (1963-1968) Alphonse Massamba-Débat, embrasse le socialisme à la chinoise, et développe une pratique révolutionnaire qui désacralise clergé et lieux de culte. Ses idéologues vont jusqu'à la tentation de transformer les églises et temples en salles de cinéma. Les écoles sont « nationalisées » au nom de l'intérêt commun.

Dans un véritable climat de terreur des prêtres, missionnaires étrangers ou prêtres locaux sont emprisonnés ou expulsés du Congo sous l'accusation de pratiques contre-révolutionnaires. Dans le lot, figure un jeune curé de Mouléké, l'Abbé Emile Biayenda, arrêté le 8 février 1965. Il est accusé d'avoir distribué des tracts de protestation qui pavent les rues de Brazzaville contre le pouvoir révolutionnaire. A sa libération, le 24 mars 1965, sans inculpation ni procès, son corps amaigri n'était qu'ecchymoses et traces des tortures subies. Un peu plus d'un an plus tard il devra subir un check-up complet à l'hôpital Grange Blanche, de Lyon, en France. Les médecins le déclareront sains de toute séquelle.

Son séjour à Lyon s'achève par l'obtention d'un doctorat en sociologie. Son retour au Congo a lieu le 17 mai 1970. A la mort le 14 juin 1971 de Mgr Théophile Mbemba, le premier Archevêque congolais de Brazzaville, Mgr Biayenda qui a été son coadjuteur devient Archevêque de Brazzaville à plain-tire à la mort, ainsi que le dispose le droit canonique.

Mais les relations entre l'Eglise et l'Etat sont loin de s'être améliorées entre-temps. D'abord parce qu'au régime de Massamba-Débat, et de son « socialisme bantou », s'est substitué en 1969 le Commandant Marien Ngouabi, un militaire qui substitue à cette ligne politique jugée tiède un communisme bon teint. Le pays devient la République populaire du Congo ; le drapeau aux couleurs vert-jaune-rouge est remplacé par un drapeau « rouge-sang » avec faucille et marteau.

L'Eglise a plus que jamais son espace restreint. Son journal, La Semaine Africaine fondé en 1952, est plusieurs fois menacé de fermeture et son premier directeur congolais, l'Abbé Louis Badila, est arrêté et torturé.

Une sorte de trêve survient à l'annonce, en 1973, de l'admission de Mgr Biayenda au Cardinalat. La liesse fut grande à Brazzaville et l'orgueil bien réel dans tout le pays. Le climat de collaboration méfiante entre l'Etat (le parti unique) et l'Eglise, voit grandir une singularité en contraste : une estime réelle entre le Commandant Marien Ngouabi, communiste, et le Cardinal Emile Biayenda, homme d'Eglise et pasteur. Le 31 janvier 1977, le Congo noue ses relations diplomatiques avec l'Etat de la Cité du Vatican, avec Mgr Oriano Quillici comme premier Nonce apostolique à Brazzaville.

L'amitié entre les deux hommes va stabiliser les choses au niveau national, mais peut-être aussi engranger les ingrédients de la tragédie que les deux hommes allaient vivre. Le 18 mars 1977, le Commandant Marien Ngouabi est assassiné. Le pouvoir congolais annonce :

« ... l'impérialisme aux abois dans un dernier sursaut vient par l'entremise d'un commando-suicide d'attenter lâchement à la vie du dynamique Chef de la Révolution Congolaise, le Camarade Marien Ngouabi qui a trouvé la mort au combat, l'arme à la main, le vendredi 18 mars 1977, à 14h30. Aussi, compte-tenu de la situation qui prévaut, le Comité Central du PCT, a-t-il décidé au cours de sa réunion de ce jour de déléguer pleins pouvoirs à un Comité Militaire du Parti composé de 11 membres qui aura pour tâches de préparer les obsèques nationales, de gérer les affaires d'Etat et de d'assurer la défense, la sécurité du peuple et de la Révolution et ce, jusqu'à nouvel ordre » (1).

Quatre jours après le président, le Cardinal Biayenda est lui aussi enlevé, puis assassiné par des personnes présentées comme des parents qui l'accusent, en tant que dernière personne à avoir vu vivant le Commandant Marien Ngouabi, de lui « avoir ôté les pouvoirs mystiques » qui lui avaient assuré la baraka jusque-là. Le Commandant Marien Ngouabi avait en effet joui d'une image d'invulnérabilité après des tentatives d'assassinat ratées et même un spectaculaire accident d'hélicoptère auquel il avait échappé par miracle.

Le message du Comité militaire du parti (1), organe exécutif assumant la réalité du pouvoir à la mort du Commandant Marien Ngouabi adresse un message au Pape Paul VI dans lequel il annonce :

« Très Saint Père,

Au nom du Comité Militaire du Parti, nous avons la profonde douleur de vous faire part de la disparition tragique d'un illustre fils de la famille chrétienne, Son Eminence le Cardinal Emile Biayenda. Monseigneur Biayenda a été enlevé et sommairement exécuté par un groupe de trois personnes appartenant à la famille de feu le Président Marien Ngouabi.

Cet acte odieux a été commis par des individus passionnés qui prétendent avoir agi en signe de vendetta familiale, en prétextant du fait que le Cardinal Biayenda a été reçu en audience le 18 mars 1977 par le Président Ngouabi, trente minutes avant l'assassinat du Président. Cette audience ayant été régulièrement programmée, le Comité Militaire du Parti n'établit aucun lien de cause à effet entre celle-ci et l'assassinat. Aussi, le Comité Militaire du Parti ne peut-il que dénoncer et condamner sans équivoque et très énergiquement le crime commis contre une éminente personnalité de la communauté chrétienne. Les auteurs de cet acte ont été arrêtés et seront châtiés de façon exemplaire. Notre peine est d'autant plus grande que le Président Marien Ngouabi avait, toute sa vie durant, travaillé dans le sens de l'unité nationale et dans celui des bons rapports entre l'Etat et toutes les confessions religieuses exerçant en République populaire du Congo.

Nous perdons en la personne de Son Eminence le Cardinal Biayenda un grand compatriote, un homme qui a toute sa vie durant prêché l'amour, la tolérance, la fraternité, la concorde et l'unité entre tous les fils de notre pays. le Comité Militaire du Parti s'associe à ce deuil qui frappe la grande famille ecclésiastique ».

Redoutant les événements après l'assassinat du président, le Cardinal Biayenda avait fait lire dans toutes les églises de Brazzaville un message de paix invitant les fidèles à ne pas plonger dans des violences fratricides et à ne perpétrer « *aucun geste déraisonnable* » pouvant ramener aux événements sanglants de 1959, entre gens du nord et gens du sud. Ce sera son testament qui, comme tous les testaments, était prémonitoire de ce qui allait arriver.

Toute l'année 1977 sera une année de tensions extrêmes : des personnes, civiles ou militaires, soupçonnées d'être mêlées de loin ou de près à la mort du Commandant Marien Ngouabi seront passées par les armes. Ou traduites devant un Tribunal révolution qui décidera de l'exécution de 11 des inculpés.

Aujourd'hui, l'Eglise catholique et l'Etat vivent une relation apaisée, mais qui ne manque pas de brusques montées de fièvres, notamment autour de questions ponctuelles de plus juste gestion des ressources, de justice sociale et de respect des droits de l'homme. L'Etat a, à plusieurs fois, apporté son aide à

des pèlerinages de catholiques à Rome ; a restauré plusieurs édifices religieux (il a fait construire le siège de l'ACERAC à Brazzaville, l'Association des conférences épiscopales d'Afrique centrale), et n'entrave plus comme par le passé l'activité pastorale. Cet état des faits est une retombée indirecte de la mort du Cardinal Emile Biayenda, mais aussi des leçons tirées des nombreux conflits de plus ou moins grande intensité qui ont éclaté dans le pays, notamment autour des échéances électorales majeures.

(1)-Dirigé par le colonel Yhombi-Opango, le CMP se compose ainsi :

- Colonel Yhombi-Opango
- Commandant Denis Sassou-N'guesso
- Commandant Louis Sylvain-Goma
- Commandant Damase Ngollo
- Commandant Jean-Michel Ebaka
- Commandant Martin Mbia
- Commandant Pascal Bima
- Capitaine François-Xavier Katali
- Capitaine Nicolas Okongo
- Capitaine Florent Tsiba
- Lieutenant Pierre Anga

****Albert S. Mianzoukouta** est journaliste. Ancien Rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire La Semaine Africaine de Brazzaville, correspondant de Radio Vatican pour l'Afrique centrale. Enseignant de communication à l'université Marien Ngouabi et au Grand Séminaire Emile Biayenda de Brazzaville. Depuis 1991, journaliste à Radio Vatican.*